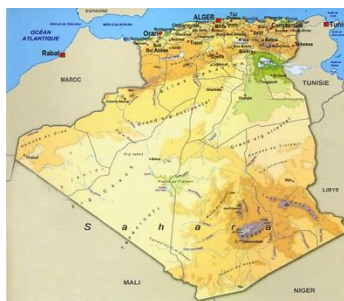




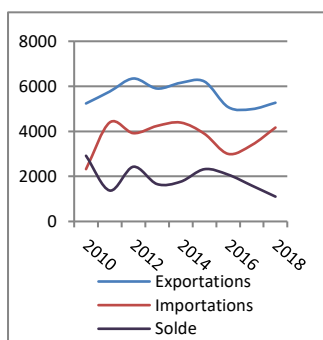
Lettre économique d'Algérie

N° 78 – février 2019 (01/03/2019)

© DG Trésor

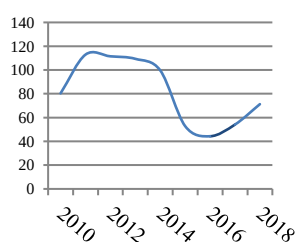
Relations bilatérales

Evolution des échanges commerciaux entre la France et l'Algérie (en M €), point de vue de la France



source : Douanes françaises

Evolution du prix du baril de Sahara Blend (en USD)



source : DGPP

Principaux pays fournisseurs de l'Algérie

Pays	Valeur M USD	2017 /2018	Part de marché
Chine	7850	-5,77%	17%
France	4781	+11,08	10,3%
Italie	3653	-2,87%	7,9%
Espagne	3535	+12,69%	7,6%
Allemagne	3179	-1,64%	6,9%
Turquie	2310	+14,87%	5%
Argentine	1892	+24,39%	4,1%
Etats-Unis	1628	-10,55%	3,5%
Inde	1299	+31,88%	2,8%

source : Douanes algériennes

Les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie en 2018

D'après les Douanes françaises, le montant total des échanges entre la France et l'Algérie s'est élevé à 9,4 Mds EUR en 2018, soit une augmentation de 12,6% par rapport à l'année précédente.

❖ Exportations françaises vers l'Algérie

Les exportations ont augmenté de 5,7% entre 2017 et 2018, passant de 4,99 à 5,27 Mds EUR. Cette augmentation est principalement liée à l'essor des exportations de produits agricoles et de l'élevage (+66,3% à 1,16 Md EUR), notamment de blé tendre. Elle est également causée par le bond des ventes de matériels ferroviaires roulant (x11 à 200 M EUR) suite à la livraison des trains Coradia ainsi que par la progression des ventes de produits sidérurgiques (+67,8% à 155 M EUR) et de produits chimiques divers (+21,5% à 202 M EUR). Le premier poste d'exportation reste celui des céréales, légumineuses et oléagineux avec 1,05 Mds EUR (+70,4%) suivi par les produits pharmaceutiques à 525,2 M EUR (-0,6%).

Les postes qui ont contribué le plus négativement à l'évolution des exportations sont notamment les produits de la construction automobile (-37,1% à 320 M), les machines et équipements d'usage général et spécifiques (-12,6% à 533 M EUR) ou encore les produits alimentaires divers et les produits laitiers (-24,2% à 271 M EUR).

Selon les Douanes algériennes, la France se maintient au rang de 2^{ème} fournisseur de l'Algérie en 2018 avec 10,3% de part de marché (+1 point).

❖ Importations françaises depuis l'Algérie

Les importations ont affiché une augmentation de 23%, passant de 3,39 Mds EUR à 4,17 Mds EUR. Cette augmentation est portée essentiellement par la progression des achats de pétrole et de gaz naturel (+27,6% à 3,2 Mds EUR) ainsi que de produits pétroliers raffinés (+8,3% à 652,1 M EUR), progression qui s'explique par la hausse du prix moyen du baril de pétrole brut (le Sahara Blend passe de 54 USD en moyenne en 2017 à 71 USD en 2018). Le pétrole brut demeure le premier poste d'importation avec 2,43 Mds EUR (+39%) suivi par le gaz naturel liquéfié avec 792,6 M EUR (+1,8%).

Les postes qui ont contribué le plus négativement à l'évolution des importations sont notamment les produits alimentaires divers (-32,8% à 8,9 M EUR), les appareils ménagers (-15,1% à 20,9 M EUR) ainsi que les produits de la construction automobile (-86,6% à 145 000 EUR).

Selon les Douanes algériennes, la France est le 3^{ème} client de l'Algérie en 2018 derrière l'Italie et l'Espagne, absorbant 11,2% de ses exportations (2^{ème} en 2017).

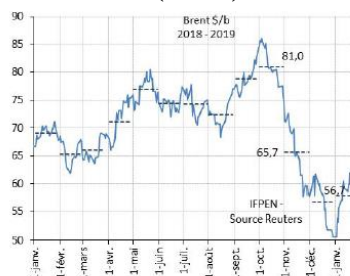
❖ Solde commercial bilatéral

Conséquence de ces évolutions, l'excédent commercial français recule de 500 M EUR, passant de 1,6 Md EUR en 2017 à 1,1 Md EUR en 2018.

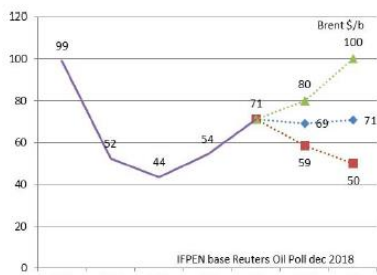
Economie

[Consulter l'étude](#)

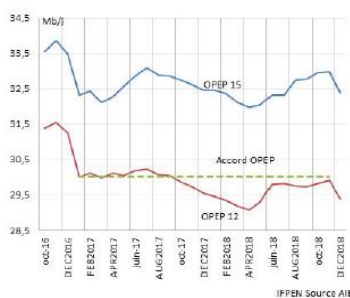
Evolution du prix du Brent en 2018
(en USD)



Evolution du prix moyen du Brent
depuis 2014 et projections d'après le
sondage Reuters (en USD)



Production OPEP de pétrole entre 2016
et 2018 (en Mb/j)



sources : IFPEN

Bilan 2018 et enjeux du marché pétrolier en 2019 par l'IFPEN

L'Institut Français du Pétrole et des Energies Nouvelles (IFPEN) a publié une étude relative au développements du marché pétrolier en 2018 et aux déterminants des prix en 2019.

Dans cette dernière, l'IFPEN rappelle tout d'abord que le prix du pétrole Brent a augmenté de 31% en moyenne en 2018, passant de 54 USD / baril à 71 USD / baril. Il a néanmoins connu une forte volatilité (variations entre 40 et 86 USD / baril), sous l'effet d'incertitudes relatives à l'offre (recul non contrôlé de la production au Venezuela et en Libye, sanctions américaines sur l'Iran, politique OPEP) et à la demande (guerre commerciale sino-américaine, volatilité des marchés financiers).

Pour 2019, l'IFPEN identifie 4 paramètres principaux susceptibles d'influencer les prix pétroliers :

- 1) L'évolution des marchés financiers et du contexte économique. Les marchés financiers se sont orientés à la baisse à la fin 2018 suite à la dégradation des perspectives de croissance économique mondiale. Ces baisses ont eu un impact négatif direct sur les prix du pétrole. Quant au niveau de croissance économique, il se répercute sur la variation de la demande de pétrole.
- 2) Les modalités d'application des sanctions américaines sur l'Iran. La position américaine initiale de stopper totalement les achats de pétrole brut en provenance d'Iran a été pour le moment assouplie (-1 M barils / jour – Mb/j - actuellement) mais pourrait être effective après une période transitoire de 6 mois (soit une chute qui pourrait théoriquement atteindre -2,7 Mb/j).
- 3) La politique OPEP-non OPEP de gestion de la production. En 2019, la production OPEP pourrait reculer de 0,8 Mb/j et de 0,5 Mb/j pour les pays non-OPEP mais un non-respect de l'accord pourrait se traduire par une hausse des prix.
- 4) Le niveau de croissance de l'offre américaine. L'IFPEN rappelle que l'impressionnante progression de la production américaine de pétrole et de liquides de gaz naturel est responsable de la chute des cours pétroliers en 2014. Le potentiel annuel de production américaine est néanmoins incertain et constamment réajusté car fonction de nombreux paramètres (prix du pétrole, productivité des puits, rythme des forages), ce qui modifie naturellement la perception de l'équilibre du marché pétrolier dans le temps. Pour 2019, le rythme de la production américaine globale de liquides pétroliers est estimé aujourd'hui à +1,8 Mb/j par l'AIE. En outre, le rythme de la croissance des huiles de schistes jouera un rôle important (actuellement estimé entre +1,5 et +2,2 Mb/j par l'IFPEN).

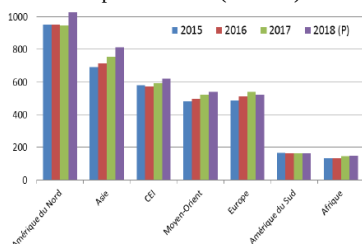
D'après l'IFPEN, ces paramètres doivent être complétés par l'évolution incertaine de la production dans certains pays (Venezuela, Libye, Nigéria, Canada) ainsi que par la mise en œuvre des nouvelles normes sur les gazoles marins d'ici 2020, celle-ci étant susceptible de hausser la demande de pétrole à faible teneur en soufre.

Sur ces bases, les estimations du prix moyen du Brent en 2019 données par les analystes s'établissent entre 60 et 80 USD / baril. D'après l'IFPEN, la situation actuelle instille l'idée d'une instabilité chronique des prix, ce qui pourrait se répercuter négativement sur les décisions d'investissement en exploration / production, risquant de créer une pénurie d'offre à long-terme.

Economie

[Télécharger l'étude](#)

Evolution de la consommation gazière
par continent (en Gm3)



source : IFPEN

Bilan 2018 et perspectives du marché gazier par l'IFPEN

L'Institut Français du Pétrole et des Energies Nouvelles (IFPEN) a publié une étude relative au développement du marché gazier mondial en 2018 et à ses perspectives.

Dans cette dernière, l'IFPEN souligne tout d'abord que la croissance de la demande mondiale en gaz naturel a été encore plus vigoureuse en 2018, après une augmentation de 3,5% en 2017. Toutes les régions du monde ont contribué à l'augmentation de la demande hormis l'Europe où la consommation gazière a marqué le pas suite à la montée en puissance des énergies renouvelables. Cette demande a été essentiellement tirée par 1) la Chine (+17% en g.a d'après les dernières estimations de Cedigaz) suite à sa politique de basculement généralisé du charbon vers le gaz, 2) les Etats-Unis (+10%) en raison de conditions climatiques extrêmes et d'un regain de l'activité industrielle et 3) l'Inde (+5%), dans le contexte d'une réorientation de sa politique énergétique nationale en faveur du gaz. L'offre globale demeure abondante, marquée notamment par la montée en puissance de la production américaine de gaz de schiste et de gaz associé au pétrole. Néanmoins en Chine la production gazière domestique



progresses moins vite que la demande, ce pays doit donc importer des quantités massives et croissantes de gaz, influençant ainsi de plus en plus les prix sur les marchés internationaux.

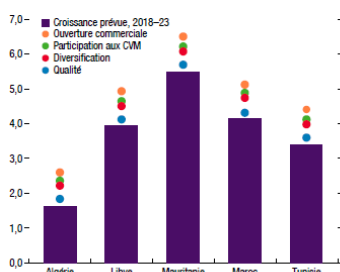
Dans ces conditions, les prix du gaz ont globalement augmenté en 2018 mais les marchés ont été volatiles en raison de conditions climatiques extrêmes et de conditions changeantes sur le marché du gaz naturel liquéfié (GNL). Le surplus gazier mondial (différence entre les capacités de production et la production réelle au niveau mondial) a fondu en deux ans, ce qui accroît désormais encore plus la volatilité du marché gazier, dans un contexte empreint d'incertitudes (guerre commerciale sino-américaine, ralentissement de l'économie chinoise, risque de récession mondiale, conflit russo-ukrainien etc...). Dans ce contexte, les prévisions de prix sont fragiles même si la montée en puissance des exportations américaines de GNL devrait relâcher les contraintes sur le marché à court-terme.

L'IFPEN met également en exergue le rôle du GNL comme vecteur clé de croissance de l'industrie gazière, sa part dans l'offre totale de gaz passant de 9% en 2015 à 10% en 2017 pour atteindre 11% en 2018. Le GNL représente aujourd'hui 1/3 des échanges gaziers et dicte de plus en plus les prix de marché. Tirée par l'Australie (1^{er} exportateur en 2018, détrônant le Qatar), les Etats-Unis et la Russie, la croissance de l'offre de GNL a néanmoins été moins forte que prévu en raison de retard dans le démarrage de projets de liquéfaction alors que la demande a été tirée par le dynamisme asiatique, entraînant des pressions haussières sur les prix. Enfin, l'industrie du GNL gagne en agilité : 1/3 des transactions mondiales de GNL se font actuellement hors des contrats de long-terme alors que les contrats récents (dits « flexibles ») n'ont plus de clause de destination.

Economie

[Télécharger l'étude
\(en français\)](#)

Gains de croissance découlant de
l'intégration commerciale
(en point de %)



Sources : FMI (2017b) ; calculs des services du FMI.
Note : CVM = chaîne de valeur mondiale. L'augmentation de la croissance est subordonnée à une hausse de la mesure du commerce donnée égale à la meilleure amélioration historique observée d'une période à l'autre au cours des 20 dernières années au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Pour l'ouverture commerciale : 7,7 points de pourcentage ; pour la participation aux CVM : 4 points de pourcentage ; pour la diversification : 2,4 points de pourcentage ; et pour la qualité : 1,5 point de pourcentage.

source : FMI

Une étude du FMI revient sur l'intégration économique du Maghreb

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié une étude mettant en évidence les gains potentiels liés à une plus forte intégration économique des pays du Maghreb (Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie).

L'étude montre tout d'abord que l'intégration économique maghrébine est faible. Les échanges commerciaux entre pays du Maghreb représentent moins de 5% de l'ensemble de leurs échanges, soit une part très inférieure à celle observée dans tous les autres blocs commerciaux régionaux (51% en Asie, 70% en Europe). De surcroît, ces échanges sont dominés par un nombre limité de flux de marchandises. Les flux d'IDE bilatéraux sont probablement modestes. L'intégration financière reste limitée, le Maghreb ne comptant pratiquement aucune institution financière transfrontalière. Enfin, les migrations intra-maghrébines de travailleurs seraient également marginales.

De nombreux facteurs peuvent expliquer ce déficit d'intégration. Les échanges commerciaux sont freinés par une série de barrières tarifaires (droits de douanes en moyenne plus élevés que dans les autres blocs) et non-tarifaires (coût moyen d'exportations et d'importations conséquents, lourdeur et défaillances des processus de dédouanement, faiblesse des réseaux maghrébins de transport...). Les IDE et les échanges sont également bridés par des restrictions aux mouvements de capitaux. Les migrations intra-maghrébines de travailleurs sont notamment limitées par une croissance faible dans les pays du Maghreb ainsi que par des contraintes administratives (visas, difficultés d'obtention de titres de séjour et de permis de travail). Enfin, des considérations géopolitiques (fermeture de la frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc notamment) ralentissent également l'intégration de la région.

Une meilleure intégration entre les pays du Maghreb aurait des effets bénéfiques substantiels. Elle permettrait de créer un marché dont la taille (100 M de personnes) et le pouvoir d'achat des consommateurs (12 000 USD en PPA) rendrait la région attractive en termes d'IDE, d'innovation et de transferts de technologies. De plus, la création simultanée de chaînes de valeur régionales et une meilleure intégration des économies maghrébines dans les chaînes de valeur mondiales renforcerait l'attractivité de la zone pour les IDE. En raison de la complémentarité commerciale et des avantages comparatifs des pays du Maghreb, les flux commerciaux intra-maghrébins pourraient également être intensifiés pour une large catégorie de produits, favorisant par la même la diversification, la baisse des coûts et l'amélioration de la qualité des produits échangés. Enfin, les coûts liés aux mouvements de capitaux et de main d'œuvre baisseraient alors que la zone serait plus résiliente face aux chocs exogènes et à la volatilité des marchés. L'effet conjugué de ces effets se traduirait, à long-terme, par une croissance économique de l'ordre d'1 point de PIB supplémentaire pour chaque pays ainsi que par une réduction de la pauvreté. A fortiori, la perte de recettes liée à la réduction ou à l'élimination des droits de douane sur les échanges entre les pays du Maghreb devrait être limitée, les échanges intra-Maghreb étant relativement faibles.

**Economie****L'ANDI publie le bilan des déclarations d'investissement pour 2018**

Selon l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI), 4125 projets d'investissements ont été déclarés auprès de ce même organisme en 2018, contre 5057 en 2017, soit une baisse de 18%. Le montant des déclarations de projets représente 1676 Mds DZD (12 Mds EUR), contre 1905 Mds DZD en 2017 (15,2 Mds EUR). Ces engagements devraient générer près de 143 320 emplois, contre 167 618 pour les projets déclarés en 2017. Ils relèvent à 61% d'une création d'activité et à 38% de l'extension d'un investissement existant. Ils sont quasi-intégralement réalisés par le secteur privé (99,4%).

Plus de la moitié (56%) des projets enregistrés par l'ANDI se situent dans l'industrie (en hausse de 5 points) et principalement dans la filière des industries sidérurgique-métallique-mécanique-électronique (ISMME) ainsi que dans l'agro-alimentaire. Près d'1/4 des projets enregistrés sont dans le BTPH. Les autres projets se répartissent de manière globalement homogène dans le tourisme (7%), les services (6%), l'agriculture (5%) et la santé (3%). Ils restent concentrés (59%) dans le Nord du pays, contre 27% dans les Hauts Plateaux et 15% dans le Sud.

Les projets d'investissement en partenariat avec des entités étrangères (12 pays différents) représentent un engagement de 146 Mds DZD (1,1 Md EUR), contre 271 Mds en 2017 (2,2 Mds EUR). Ils seraient au nombre de 20, contre 116 en 2017, soit une diminution de 83%. D'après l'APS, ils seraient principalement (90%) concentrés dans l'industrie.

Dans sa communication, le directeur général de l'ANDI souligne la dynamique entrepreneuriale enclenchée dans le secteur agricole qui se refléterait dans un nombre croissant de projets (+21% en g.a). Il affirme que les secteurs prioritaires (agriculture, industrie, tourisme) attirent le plus d'investissement, signe que les promoteurs de projet vont dans le sens des orientations de l'Etat alors que les mesures de restriction des importations auraient favorisé la production et l'investissement.

Relations bilatérales

Les participants à la journée Algérie au sein de l'Hôtel de Région à Lyon



© Ambassade de France

Organisation d'une « journée Algérie » à Lyon

Le 31 janvier dernier, la région Auvergne – Rhône Alpes (AURA) et le Consulat Général d'Algérie à Lyon, en partenariat avec le bureau Business France en Algérie, ont organisé à l'Hôtel de Région à Lyon, une « Journée Algérie en Auvergne Rhône Alpes ». Cette dernière a vu la participation de plus de 450 opérateurs économiques et institutionnels, dont près de 200 venus d'Algérie, avec d'importantes délégations pilotées par le Club des Entrepreneurs et des Industriels de la Mitija (CEIMI), la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) et le Forum des Chefs d'Entreprises (FCE).

Cette rencontre avait pour objectif de promouvoir les atouts de la région AURA, notamment en termes d'opportunités de partenariats entre acteurs français et algériens, en particulier dans les secteurs agri-agroindustriels, de l'environnement, des énergies renouvelables (ENR), de la plasturgie, de la sous-traitance automobile et du tourisme.

Quatre ateliers thématiques ciblés sur ces différents secteurs ont clôturé la matinée, avant un déjeuner de networking, puis des rencontres en B2B l'après-midi au cours desquelles plus de 120 entretiens ont été organisés. Par ailleurs, à l'occasion de cette journée, les présidents de la Chambre régionale d'Agriculture d'AURA, M. Gilbert Guignand, et de la Chambre d'Agriculture de la Wilaya d'Alger, M. Belkacem Ouali, ont signé une convention de coopération dans le domaine agricole. La journée du 31 janvier été suivie le lendemain par des visites sur sites pour les délégations algériennes, dans les secteurs de l'agriculture, des ENR, de la plasturgie et du tourisme.

Relations bilatérales**Visite du député Marc Le Fur à Alger**

Le député Marc Le Fur, membre de la commission des Finances et vice-président de l'Assemblée nationale française, s'est rendu à Alger les 24 et 25 février 2019 afin de préparer un rapport relatif à l'aide publique au développement (APD).

M. Le Fur s'est notamment entretenu avec plusieurs bailleurs de fonds internationaux présents en Algérie. Ces derniers ont rappelé le refus de l'Algérie de recourir à l'endettement extérieur et évoqué leurs modes d'action, centrés essentiellement sur de l'appui technique et des missions de conseil aux autorités.

Le député Marc Le Fur (à gauche) en compagnie de M. Mohamed Hanèche, directeur général Europe du ministère des Affaires Etrangères algérien



© Ambassade de France

Le député a également rencontré les acteurs institutionnels algériens : ministère des Finances, ministère de l'Énergie et APN. Leurs représentants ont notamment confirmé la volonté des autorités algériennes de favoriser la diversification de l'économie ainsi que de tenir les engagements pris par l'Algérie lors de la COP21. Ainsi, l'Algérie se tourne de plus en plus vers le secteur des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, et poursuit un effort important d'hybridation des centrales électriques, alimentées essentiellement en gaz.

Enfin, M. Le Fur a également visité la récente usine SANOFI située à Sidi Abdallah et s'est entretenu de façon informelle avec des chefs d'entreprises françaises.

Secteur agricole

Signature de la convention par le président de l'ADEPTA, M François Burgaud (à gauche), et le président de la CCIAF, M. Michel Bizac



© Ambassade de France

Visite du pavillon France par l'ambassadeur de France, M. Xavier Driencourt



© Ambassade de France

Tenue de la 17^{ème} édition du salon Djazagro à Alger

Près de 700 opérateurs économiques nationaux et étrangers représentant 32 pays ont pris part à la 17^{ème} édition du salon « Djazagro », organisé du 25 au 28 février 2019 à la Safex d'Alger. On notera la participation de plus de 130 sociétés algériennes et de 104 sociétés françaises présentant une offre globale répartie sur 5 secteurs : Process & Conditionnement, Boulangerie - Pâtisserie, Produits alimentaires & Boissons, Ingrédients & Arômes, Restauration.

L'évènement a été inauguré par le Secrétaire Général de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, M. Kamel Chadi, et a vu la présence de plusieurs ambassadeurs des pays exposants. Le Pavillon France, qui regroupait 50 entreprises françaises, a été piloté par l'Association pour le Développement des Echanges Internationaux de Produits et Techniques Agroalimentaires (ADEPTA), acteur regroupant les industriels français dans le secteur agroalimentaire (constructeurs d'équipements, fournisseurs d'intrants, bureaux d'études).

En marge du salon, une convention a été signée entre l'ADEPTA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Française (CCI AF), dans l'objectif de développer des actions de promotion conjointes en France et en Algérie entre les adhérents des deux associations. De même, une conférence inaugurale sous le thème « Quelle vision d'avenir pour l'alimentation et l'industrie agro-alimentaire en Algérie ? » s'est tenue le 26 février 2019, introduite par l'ancien Ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, M. Sid Ahmed Ferroukhi. Enfin, l'ADEPTA a organisé un colloque à destination des investisseurs algériens, sous le thème « Industrie agroalimentaire, comment optimiser vos usines ? ».

Brèves agricoles

- **Goût de/Good France 2019** : L'opération Goût de France 2019 se déroulera le 21 mars pour faire rayonner à l'international l'excellence de la cuisine française. Les restaurateurs algériens souhaitant participer à l'évènement peuvent s'inscrire sur le site : <https://www.france.fr/fr/campagne/gout-france-good-France>
- **« HIDAB'S AGRO »**, le Salon de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Agro-industrie est prévu du 20 au 23 Mars 2019 au Centre d'Exposition Maabouda de Sétif
- **SIAG - Algeria Food Expo** : Le salon des produits alimentaires, boissons, produits de boulangerie et restauration, équipements de cuisine, machines, café, emballage, fruits, légumes et produits laitiers est prévu à Oran du 27 au 30 mars 2019.

Indicateurs socio-économiques
Tableau de bord-indicateurs clés

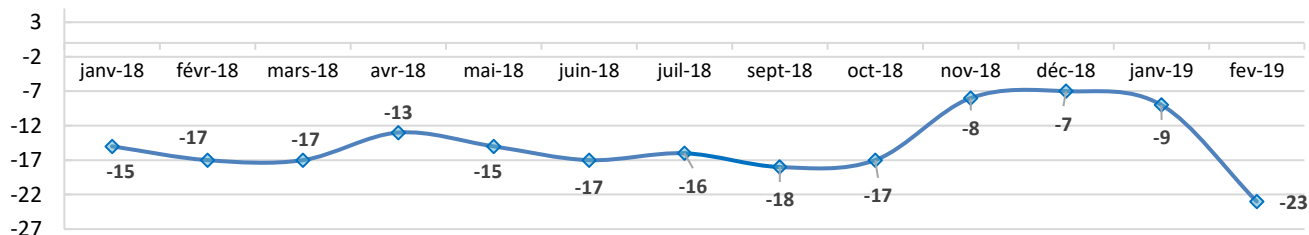
Population (au 1er janvier 2018)	42,2 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2017)	4044 USD
PIB/habitant en PPA USD (2017)	15167 USD
IDH (2017)	0,754 (85 ^{ème} sur 191)
Classement Doing Business (2019)	157 ^{ème} sur 190
Taux de chômage (septembre 2018)	11,7%
Taux d'inflation (rythme annuel en décembre 2018)	4,3 %
Taux de change moyen EUR/DZD (février 2019)	135,0
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – moyenne mensuelle septembre 2018)	56,4 USD
Réserves de change (au 31 juin 2018)	88,6 Mds USD

Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

		2015	2016	2017	2018*	2019**
PIB, croissance et inflation	PIB (en Mds USD, à prix courants)	166	160	168	178	200
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,7	3,2	1,4	2,3	2,7
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD, à prix courants)	134	131	135	140	147,5
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,0	2,3	2,2	4,0	3,1
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	4,8	6,4	5,6	4,3	6,7
	Taux d'investissement (en % du PIB)	52,9	53,9	51,0	50,6	46,1
	Taux d'épargne (en % du PIB)	36,4	37,4	37,8	41,6	38,1
Comptes publics	Solde budgétaire (en % du PIB)	-15,3	-13,1	-6,6	-6,1	-5,0
	Solde budgétaire hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-22,9	-15,9	-8,3	-12,9	-11,8
	Dette publique (en % du PIB)	8,7	20,4	27,5	32,9	38,8
	Dette extérieure brute (en % du PIB)	1,8	2,4	2,4	2,1	1,9
	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4408	2074	784	0	0
Comptes externes	Balance commerciale (en Mds USD)	-18,1	-20,1	-14,4	-9,4	-11,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-12,0	-8,9	-10,7	-11,9	-11,8
	Transferts nets (en Mds USD)	2,8	2,8	3,0	3,1	3,2
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	-0,7	1,6	1,2	1,5	1,6
	Balance courante (en Mds USD)	-27,3	-26,5	-22,1	-16,9	-15,9
	Balance des paiements (en Mds USD)	-27,5	-26,3	-21,8	-17,0	-18,9
Monnaie	Avoirs extérieurs bruts (en Mds USD)	142,6	112,9	97,3	82,6	64,1
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1517	1374	3900	7226	10078
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	7277	7910	8880	10102	10867
	Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13705	13816	14974	16664	17491

Source : FMI, Banque d'Algérie *estimations **prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises


Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Algérie (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gov.dz).

Auteur : Service Économique Régional d'Algérie

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Deborah Asseraf, Nabila Tata, Laurent Boulan

Revu par : Denis Le Fers